



# *En grève, dans la rue, sur les places, le 28 avril et après*

## **RETRAIT DE LA LOI TRAVAIL!**

RENAULT TRUCKS

25 avril 2016

**D**ans sa lamentable prestation télévisée, Hollande n'a fait qu'une seule promesse : il ne retirera pas la loi El Khomri. Ce pouvoir affaibli et discrédité a dû abandonner à contrecœur la honteuse « déchéance de nationalité ». Il reste déterminé à faire passer coûte que coûte la loi travail qui détruit le Code du Travail, les garanties collectives et généralise la précarité.

Le gouvernement n'a rien modifié de fondamental par rapport au projet initial. Surtout pas le cœur du projet de loi : le renversement de la **hiérarchie des normes** reste l'objectif du gouvernement.

Aujourd'hui, le Code du travail et les accords de branche priment sur les accords d'entreprise sauf si ces accords prévoient des améliorations. Demain, avec la loi Travail, ce serait l'inverse : les **droits fondamentaux des salariéEs se trouveraient sous la menace d'accords d'entreprise régressifs** obtenus par le chantage à l'emploi. Grâce à de tels accords, le patronat pourrait mettre en cause, encore plus facilement qu'aujourd'hui, chacune des garanties collectives arrachées depuis des dizaines d'années.

La loi travail, c'est la remise en cause du principe même de la protection des salariéEs face à l'employeur. C'est pourquoi nous devons obtenir son retrait pur et simple.

Certes, le Medef fait mine de ne pas se satisfaire du projet de loi. C'est pour faire pression sur le gouvernement, pour qu'il ne cède pas devant la rue.

Pour l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse, l'enjeu est décisif :

➤ Soit le gouvernement parvient à imposer son projet écrit par le patronat, et il pourra continuer à imposer de nouveaux reculs sociaux. Le patronat sautera sur l'occasion pour remettre en cause des acquis,

dénoncer les accords passés qu'il juge trop favorables aux salariéEs.

➤ Soit, tous ensemble, nous l'obligeons à retirer définitivement le projet et c'est un coup d'arrêt décisif qui est porté à l'ensemble de politique de Hollande et du Medef.

### **C'est l'heure de régler nos comptes !**

Dans une vidéo des youtubers « On vaut mieux que ça », une des propositions était de raconter la dernière fois que l'on s'était « foutu » de nous au boulot. Embarras du choix tant les vexations sont quotidiennes ! La loi El Khomri, c'est un peu la cerise sur le gâteau, le trop-plein qui vient couronner un amoncellement de mesures antisociales qui nous ramènent au XIXe siècle.

Pendant ce temps, le PDG du groupe PSA, en exploitant les autres, a doublé son salaire qui atteint désormais 5,24 millions d'euros par an. Idem pour celui d'Air France qui supprime des postes par milliers et s'indigne de la chemise arrachée d'un DRH. Ces capitalistes voraces planquent leur fric dans les paradis fiscaux, comme les Panama papers l'ont montré. Mais ils seraient bien obligés de plier si tous et toutes nous nous mettions en grève, occupions les places et nos usines !

**Jeudi 28 avril, soyons encore plus nombreux en grève et dans la rue.** Mais, au-delà du 28 avril, c'est vers un mouvement prolongé qu'il faut s'orienter pour faire céder ce gouvernement. La nécessité d'une grève générale, d'un "tous ensemble" des jeunes, des salariéEs du public et du privé est à l'ordre du jour, elle est débattue dans les rassemblements de la "Nuit Debout", dans les organisations syndicales, dans les assemblées générales. Préparons un joli mois de mai de lutte !

# **TOUS ET TOUTES À LA MANIFESTATION JEUDI 28 AVRIL : À CAEN, 10H30 PLACE SAINT-PIERRE**

## Paradis fiscaux et fraude : au cœur du capitalisme

Face à l'affaire des « Panama papers », politiciens et médias aux ordres font mine de s'offusquer. Cela fait pourtant des années que des ONG et d'autres dénoncent le scandale des paradis fiscaux. La fraude à l'impôt pratiquée par des entreprises au profit de leurs actionnaires, par des chefs d'Etat ou des particuliers fortunés emplit leurs poches de milliards, alors qu'on impose austérité et sacrifices aux populations.

En France, en 2013, le syndicat Solidaires Finances Publiques évaluait le manque à gagner entre 60 et 80 milliards : plus que le budget de l'Education Nationale. Une fraude inhérente à la logique capitaliste : son moteur est le profit, son carburant l'exploitation des salariés. On veut nous faire croire que les richesses ainsi accumulées sont nécessaires à l'investissement et à l'emploi. La fraude, l'évasion, l'optimisation fiscale nous montrent bien le contraire. Face à l'indignation légitime, on va nous refaire le coup des « brebis galeuses ». Mais c'est du système lui-même qu'il faut se débarrasser.

## Merci patron, merci Renault !

Info lue sur le site du journal sur internet Fakir [www.fakirpresse.info/merci-renault](http://www.fakirpresse.info/merci-renault) :

« Prestataire de Renault, « Henri » est mis à pied, et en voie de licenciement, à cause de Merci patron [le film de François Ruffin qui fait un tabac] ! Il explique : « J'ai envoyé une dizaine de mails aux syndicats du technocentre de Renault où je travaille, à Versailles. Pour la promo de Fakir et de Merci patron ! Le lendemain, mon patron m'a dit de plus revenir au boulot. »

Extrait du dialogue avec les journalistes : « Mais ce courriel, tu l'as envoyé depuis l'usine ? Sur ton temps de travail ? - Non, depuis chez moi, le soir. - Tu l'as fait avec ta boîte pro ? - Non, c'était sur mon ordinateur perso, à appelé directement. Je sais pas comment ils ont eu connaissance du mail, ils lui ont dit : 'Voici ce qu'il a envoyé à nos employés. Merci de lui faire quitter le site. On veut plus qu'il remette les pieds ici'(...) »

## Violences policières : ne pas laisser faire !

Ces dernières semaines, les violences policières se sont multipliées contre ceux et celles qui luttent pour le retrait de la loi Travail, en particulier les jeunes.

La répression des militants pour le climat, fin 2015, était un avant-goût. Ensuite, il y a eu la condamnation scandaleuse des Goodyear. A l'EPSM (ex Bon sauveur) de Caen, police et justice administrative ont aussi été mobilisées en soutien à la direction, quand celle-ci s'est trouvée isolée face à la colère des salariés.

Ce gouvernement affaibli, déconsidéré, sans légitimité, n'a plus que la violence pour faire passer le recul social. L'état d'urgence lui donne des possibilités nouvelles de réprimer toute contestation sociale.



A Caen, plusieurs organisations ont envoyé une lettre ouverte au préfet pour dénoncer les comportements policiers inacceptables et la stratégie de tension des pouvoirs publics et de la hiérarchie policière. CGT Direccte, CGT EPSM, UL CGT d'Hérouville Saint-Clair, FSU, Solidaires, UNEF, Alternatiba, EELV, Ensemble, NPA, MRC, PG, ainsi que la députée du Calvados Isabelle Attard, dénoncent les « exactions policières », les « intimidations » et la « recherche délibérée d'incidents » par la police pour justifier a posteriori ses interventions, comme l'évacuation des « NuitsDeboutistes » de la place Saint-Sauveur. **La répression ne nous fera pas plier !**

### LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Avec tracts, actus, infos, un site essentiel pour l'échange d'informations sur l'actualité des luttes.



Pour tout contact :

[npacaenaglo@gmail.com](mailto:npacaenaglo@gmail.com)

<http://www.npa2009.org/>

